

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 28 septembre 2026
Délibération n°2026-40**

L'an deux mil vingt-six, le vingt-huit septembre, le conseil municipal dûment convoqué le vingt et un septembre de l'an deux mil vingt-six s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques DE SMET, Maire.

Présents : Mme BISTER Lidwine, M. DE SMET Jean-Jacques M. DORSEMAINE Alain, M. LANGOUET Julien, M. LEFEBVRE Patrick, Mme MOULOUGUI BIGNEGNIE Persis, M. PERRIN Jérémie.

Absents excusés :

Mme COLLONGUES Magali, Mme HUE Isabelle, M. LOUAULT Vincent, Mme YANG Maële

Secrétaire de séance : Lidwine BISTER

CONVOCATION :

Date convocation 21/09/2026

Affichée le 21/09/2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :

En exercice 11

Présents 7

Votants 11

SUPPRESSION DE L'ACCEPTATION DES PAIEMENTS PAR CHEQUE POUR LES RECETTES COMMUNALES

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Considérant l'évolution des modalités d'encaissement des recettes publiques mises en œuvre par la Direction générale des finances publiques (DGFIP), et notamment la fin du traitement des chèques par le service de gestion comptable ;

Considérant qu'il appartient à la commune de définir les moyens de paiement proposés aux usagers afin d'assurer un encaissement sécurisé et efficient des recettes communales ;

Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1^{er} : À compter du 1^{er} janvier 2027, la commune n'acceptera plus les règlements par chèque pour le paiement des recettes communales.

Article 2 : Les usagers pourront continuer à régler les sommes dues à la commune par les moyens de paiement suivants :

- paiement en ligne (PayFiP), lorsque ce dispositif est disponible ;
- prélèvement automatique, lorsqu'il est proposé ;
- virement bancaire ;
- carte bancaire, lorsque ce mode de paiement est disponible ;
- numéraire dans les limites réglementaires auprès d'un buraliste partenaire agréé de la DGFIP (paiement de proximité), lorsque ce mode de paiement est ouvert pour la créance concernée.



Article 3 : Le règlement de mise à disposition de la salle communale La petite Champagne s'en trouve modifié et le contrat de location sera également modifié en conséquence.

Article 4 : M. le Maire est chargé de mettre en œuvre la présente délibération et d'assurer une information adaptée des usagers.

Article 5 : La présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département et publiée.

Certifié exécutoire par :

Affichage en mairie le 30/09/2026

Transmission en préfecture le 30/09/2026

Fait et délibéré en Mairie,
le 28 septembre 2026

Le Maire,
Jean-Jacques De Smet



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif par le biais d'une requête papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification, ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse du Maire si un recours gracieux a été introduit.

